Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Qu-est-ce-que-le-socialisme-de,1311

Qu'est ce que le "socialisme de marché" chinois ? Qu'est ce que le "consensus de Beijing" ?

- Internationale - activités internationalistes.... -

Date de mise en ligne : samedi 4 mai 2013

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

En préparation des rencontres internationalistes... retour sur un texte publié sur reveil communiste en 2009, mais qui semble très utile pour préparer la participation du parti communiste chinois à nos prochaines rencontres internationalistes.

Chine : la quête d'un modèle de développement

La République populaire de Chine fête son 60e anniversaire. Pays extrêmement pauvre et sous-développé en 1949 et où la plupart des gens n'avaient pratiquement rien à manger et ne couraient qu'en haillons, la Chine s'est muée en la seconde nation industrielle et la troisième économie du monde. Pour y arriver, elle a dû projeter et élaborer elle-même un modèle de développement.

Son succès n'a pas seulement transformé la Chine, il a également modifié la relation entre le Nord et le Sud dans le monde. L'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine disent que la collaboration avec la Chine « leur offre de nouvelles possibilités de développement indépendant ». C'est sous son influence que l'hégémonie américaine s'effrite de jour en jour. Au moment où Mao Zedong proclamait la République populaire de Chine, le niveau de vie n'y était pas plus élevé que celui de l'Afrique noire. Dans la première période de construction, de 1949 à 1979, le pays enregistrait de nombreux succès dans la lutte contre la pauvreté. Mais ce fut dans la seconde période, de 1979 à nos jours, que les progrès furent les plus importants. La Banque mondiale écrit : « Entre 1981 et 2004, la partie de la population disposant de moins d'un dollar par jour est passée de 65 à 10 pour cent. Entre 1981 et 2004, plus de 500 millions de Chinois ont été sortis de la pauvreté. »

Dans les autres domaines du développement humain aussi, les progrès sont impressionnants.

- En 1949, 90 pour cent des Chinois étaient analphabètes. Aujourd'hui, 87 pour cent des femmes et 96 pour cent des hommes de plus de 15 ans savent lire et écrire.
- En 1949, le Chinois vivait en moyenne 35 ans. Aujourd'hui, 72. Il y a actuellement 4 millions de lits d'hôpital et 6 millions d'infirmiers, médecins et pharmaciens à temps plein. Le nombre de médecins pour 10.000 habitants est aujourd'hui de 16, soit la moitié en plus qu'en 1978.
- En 1949, aller à l'école était un privilège pour les riches. Aujourd'hui, la Chine a le plus grand réseau d'écoles du monde. L'enseignement gardien compte 23 millions d'enfants. Les enseignements primaire, secondaire et supérieur comptent respectivement 105, 92 et 20 millions d'élèves et d'étudiants. Chaque année, plus de 6 millions d'étudiants des universités et des écoles supérieures terminent leurs études. L'enseignement emploie 13 millions d'enseignants à temps plein.

La clé : l'économie

Au cours des 60 années écoulées, la Chine n'a jamais trouvé de solutions « clé sur porte » aux problèmes qui sont immenses dans un pays où vit un bon cinquième de l'humanité et qui, en 1949 encore, faisait partie des plus pauvres de la planète. Le Parti Communiste Chinois a commis bien des fautes, dont de très graves aussi, et il ne fait pas de doute qu'il en commet encore aujourd'hui. Mais on ne peut évaluer correctement ces fautes et erreurs sans les placer dans un contexte de progrès très rapide.

Copyright © Le Vénissian

Aucun grand pays ne peut présenter un "palmarès" comme celui de la Chine. Son voisin, l'Inde, qui compte aussi plus d'un milliard d'habitants, la précédait de loin, en 1949, sur le plan du développement humain. Aujourd'hui, la situation s'est inversée. La Chine compte 7 pour cent d'enfants sous-alimentés. L'Inde 44 pour cent. En Chine, 98 pour cent des enfants de moins de 12 ans vont à l'école. En Inde, 50 pour cent.

- En 1950, le revenu national chinois par habitant était d'un quart inférieur à celui de l'Inde. Aujourd'hui, il est trois fois plus élevé.

La clé du succès chinois se situe bien sûr ici : plus vite l'économie croît, plus vite on peut résoudre les problèmes de la nourriture, de l'habillement, du logement, des soins de santé, de l'enseignement, de l'emploi, de l'urbanisation.

- Depuis 1980, l'économie chinoise croît chaque année de 10 pour cent en moyenne, soit plus du double de la croissance de la période 1949-1979. Aujourd'hui, la Chine est à même de nourrir toute sa population : 22 pour cent de l'humanité, même si la Chine ne possède que 9 pour cent de toutes les terres cultivables du globe. Ses réserves céréalières sont deux fois plus importantes que la moyenne mondiale.

- En 1952, le produit intérieur brut (ce qui est produit dans tous les secteurs) de la Chine était de 68 milliards de yuan. En 2008, de 30.000 milliards de yuan.

- En 1950, la Chine produisait moins de 3 pour cent de ce qui était produit dans le monde entier. Aujourd'hui, 12 pour cent.

Des 22 principales catégories industrielles, il y en a 7 dans laquelle la Chine est le premier producteur mondial.
- Les numéros un, deux et trois du monde bancaire international sont chinois et tous trois appartiennent à l'État.

- En 1950, la Chine produisait 160.000 tonnes d'acier, juste de quoi fabriquer un petit couteau de cuisine pour chaque habitant. L'an dernier, la production d'acier a été de 500 millions de tonnes - c'est plus que la production des États-Unis, du Japon et de la Russie ensemble.

- En 2008, la Chine réalisait 22 pour cent de la croissance économique totale dans le monde. D'après l'ONU, cette année, elle franchira le cap des 50 pour cent.

Alors que le monde entier soupire et gémit sous la crise économique, la Chine connaîtra cette année aussi une croissance économique d'au moins 8 pour cent. À titre de comparaison : les 16 pays qui utilisent l'euro ont cette année une croissance négative de 4 pour cent.

La pratique réclame à cor et à cris un nouveau modèle économique

Au fil des années, le Parti Communiste Chinois a projeté un modèle qu'il appelle « économie socialiste de marché ». « C'est à cela que nous devons notre succès économique », dit-il.

Ce modèle a été mis sur pied progressivement à partir de 1979, en tant qu'alternative au modèle soviétique classique, l'économie planifiée, modèle que la Chine a connu elle aussi jusqu'en 1979. Le modèle soviétique est né dans les années 1927-1929, après la mort de Lénine, le fondateur de l'Union Soviétique. Tous les pays socialistes

Copyright © Le Vénissian

ont appliqué ce modèle après la Seconde Guerre mondiale.

L'économie planifiée, dans laquelle l'État accorde aux entreprises les moyens disponibles telles les matières premières et les finances, a connu ses succès et ses revers. Le modèle a permis à l'Union soviétique d'évoluer en très peu de temps, passant d'une situation de pays sous-développé au rang de seconde nation économique sur terre. Il a également permis à l'Union Soviétique de vaincre le nazisme et, après la guerre, de se remettre rapidement sur pied sur le plan économique.

Mais, à partir des années 1960, l'économie soviétique régressait sur le plan de la croissance de la productivité, de l'efficience et du progrès économique en général. La planification centrale ne pouvait empêcher la prospérité et le bien-être des gens de ne croître que très modérément, pas plus qu'elle ne pouvait empêcher qu'intervînt une pénurie de longue durée de denrées de première nécessité et de biens de consommation. À partir des années 1960, l'économie capitaliste des centres - États-Unis et Europe occidentale - connaissait une croissance plus rapide que celle de l'Union Soviétique. Trente ans plus tard, ç'allait être l'une des causes de la disparition de l'Union Soviétique.

À la fin des années 1970, la Chine a connu une situation comparable à celle de l'Union Soviétique au début des années 1960. Au cours du Premier Plan quinquennal, de 1952 à 1957, la planification centrale assurait une croissance économique spectaculaire mais, par la suite, le taux de croissance se mit à baisser sans arrêt.

Durant le Premier Plan quinquennal, la croissance de la productivité dans toute l'économie fut en moyenne de 8,7 pour cent par an. Durant le Troisième Plan quinquennal (1965-1970), elle était descendue à 2,5 pour cent et, durant le Quatrième Plan quinquennal (1970-1975), elle n'était plus que de 1,3 pour cent en moyenne par an.

Durant le Premier Plan quinquennal, les salaires réels dans les entreprises d'État augmentèrent de 5,4 pour cent en moyenne par an. Durant le Quatrième Plan quinquennal, cette croissance fut négative : - 0,1 pour cent en moyenne par an.

Entre 1957 et 1978, la consommation privée dans les campagnes augmenta de 1,9 pour cent par an et par habitant. Dans les villes, cette hausse fut de 2,6 pour cent. Aujourd'hui, cette hausse, tant à la campagne que dans les villes, est de trois à quatre fois plus élevée.

Entre 1958 et 1978, la production de céréales n'augmenta en moyenne que de 2,08 pour cent par an. C'est à peu près la même croissance que celle de la population.

En 1952, le rapport entre le nombre des habitants des campagnes et celui des villes était de 4,9/1. En 1978, ce rapport était exactement le même.

En 1952, 85 pour cent de la main-d'oeuvre dans les campagnes était employée dans l'agriculture. En 1978, ce pourcentage était presque le même.

À la fin des années 1970, la majorité des entreprises d'État étaient déficitaires.

Bref, la pratique réclamait à cor et à cris un nouveau modèle économique susceptible d'assurer une croissance plus rapide de la productivité, des bénéfices pour les entreprises d'État, une plus grande efficience dans l'octroi et l'utilisation des moyens disponibles et la mise sur pied plus rapide d'une nation industrielle et moderne. Ce modèle devait allouer plus d'espace à l'économie individuelle et capitaliste et plus d'autonomie aux entreprises d'État sans compromettre, ni perdre le contrôle de la base du socialisme, la propriété des secteurs les plus performants de

Copyright © Le Vénissian

l'économie plus (+) le pouvoir de l'État. Ainsi, la pratique contraignit à abandonner les vieux dogmes, peu efficients. Quand, en 1979, la Chine introduisit timidement les premiers mécanismes du marché dans l'agriculture, celle-ci connut une croissance explosive. Ce fut un encouragement à persévérer. Dans les quinze années qui suivirent, la Chine put mettre en place son modèle cohérent d'économie socialiste de marché.

Le marché socialiste et capitaliste

Trois caractéristiques font la différence entre l'économie socialiste de marché et l'économie capitaliste de marché.

- Dans l'économie socialiste de marché, l'État, via ses entreprises et holdings, a en main les piliers et les déterminants de la direction de l'économie, comme le secteur bancaire, la sidérurgie, les télécommunications, les transports, le secteur de l'énergie, l'exploitation minière...

- En outre, l'appareil d'État n'est pas aux mains d'entrepreneurs capitalistes. Ceux-ci ne peuvent pas, comme cela s'est passé sous le capitalisme, s'unir en une classe socioéconomique prédominante et, par conséquent, ils ne déterminent pas non plus la politique socioéconomique de la nation.

- Enfin, il y a des différences dans le fonctionnement du marché. Sous le socialisme, il y a une relation d'unité et de lutte entre l'État et le marché, relation dans laquelle l'État est le facteur le plus fort et celui qui décide. Bien que le marché soit le principal instrument de répartition des moyens disponibles parmi les entreprises, il n'est pas libre pour autant. Sous le socialisme, le marché fonctionne dans les limites du système social. C'est ce qui définit le caractère du marché. Ainsi, dans ses Plans quinquennaux et dans sa politique journalière, l'État chinois établit quelles sont les priorités, où et comment des percées seront réalisées, où et comment certains aspects vont devoir être corrigés. L'État encourage le parties individuelle et capitaliste de l'économie mais sa préférence va néanmoins aux entreprises d'État. En octobre 2008, l'État chinois a révélé qu'il allait lancer toute une série d'incitants pour une valeur de 4.000 milliards de yuan. Au moins 80 pour cent de ce montant colossal sera consacré à des commandes pour les entreprises d'État.(Dans la libre économie capitaliste de marché, il y a également planification de l'État et intervention de l'État, mais seulement pour une part très minime et toujours axée sur la rentabilité des entreprises privées. Durant des périodes de crise et de guerre, la libre économie capitaliste de marché embraie rapidement sur un système où la planification et la coordination nationales sont beaucoup plus fortes. Mais, là aussi, le profit des entreprises privées est le principe prioritaire. Dans l'économie socialiste de marché, par contre, le développement socioéconomique général de la nation est le principe directeur.

Il ne fait absolument aucun doute que l'économie socialiste de marché crée de nouvelles contradictions. La principale est celle-ci : au fur et à mesure que l'économie croît et que les entreprises capitalistes deviennent elles aussi des géants, une tendance croîtra chez les capitalistes à vouloir assumer le contrôle de l'appareil de l'État. Comme ce fut toujours le cas, ces 60 dernières années, dans les moments cruciaux, la cohésion interne et la fermeté sur les principes du Parti Communiste Chinois seront alors déterminantes.

La Chine change le monde

L'économie socialiste a fait croître la Chine comme jamais aucun autre grand pays dans l'histoire ne l'a fait. La chose n'est pas passée inaperçue dans les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, où vit 80 pour cent de la population mondiale.

Copyright © Le Vénissian

Depuis les années 1990, se met en place dans ces pays ce qu'on appelle le « consensus de Beijing », une approbation générale du modèle chinois de développement. Le consensus de Beijing prend de l'ampleur au fur et à mesure que le consensus de Washington ne cesse de s'affaiblir. Le consensus de Washington est synonyme de néolibéralisme, privatisation, démantèlement des programmes sociaux de l'État, vente aux États-Unis, à l'Europe occidentale ou au Japon des parties les plus rentables de l'économie nationale, octroi de tous les avantages aux couches les plus riches de la population... Tout cela allait en fin de compte faire grand bien aux pays du tiers monde, prétendaient les défenseurs du consensus de Washington. Le chemin serait bien çà et là, de temps à autre, douloureux mais il allait déboucher sur un avenir rayonnant.

C'est le contraire, qui s'est produit : la pauvreté a augmenté, les revenus ont stagné ou baissé, l'enseignement et les soins de santé sont allés à vau-l'eau. Le démantèlement des programmes sociaux a provoqué en Thaïlande une propagation plus grande du sida et, en Indonésie, la diminution des subsides alimentaires à ceux qui souffraient de la faim. Cerise sur le gâteau, le néolibéralisme provoquait de plus en plus de crises économiques en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Ces trente dernières années, il y a eu plus de cent crises économiques graves dans des pays en voie de développement considérés individuellement.

Le consensus de Washington a reçu le coup de grâce en 2008, quand les institutions financières de l'Occident, qui se croyaient supérieures, qui avaient toujours de bons conseils à vendre aux pays du tiers monde, se sont effondrées lamentablement, après quoi il s'en est suivi un chaos sans perspective dans toute l'économie capitalisme.

Peu de gens dans le tiers monde ont oublié comment les spécialistes des institutions financières occidentales les ont mis en garde, des années durant, contre l'effondrement des banques chinoises. Mais le tiers monde voit aujourd'hui comment ces mêmes banques chinoises doivent courir pour venir en aide au trésor américain, sans quoi le numéro un mondial va se retrouver en faillite, ou comment les chefs de bien des multinationales américaines se mettent à plat ventre pour remercier le seigneur Dieu qu'il existe un marché chinois, sans quoi ils peuvent prendre leurs cliques et leurs claques et fermer la boite. La revue d'affaires américaine Forbes écrit : « Ces prochaines années, la prospérité des États-Unis dépendra de ce qui se passera en Chine. Nous dépendons du bon vouloir des Chinois afin de pouvoir financer nos déficits budgétaires. Mais notre dépendance va plus loin. Notre commerce, notre sécurité, notre diplomatie, notre compétitivité ne peuvent croître si les choses ne vont pas bien en Chine. »

La punition encourue par le capitalisme hautain et arrogant qui, à partir du trafic des esclaves, s'est cru supérieur aux « Untermenschen », à ces 80 pour cent de la population mondiale vivant en Asie, en Afrique et en Amérique latine, cette punition est complète. Cela incite à une réflexion fondamentale. Le lauréat du prix Nobel et professeur d'économie Joseph Stiglitz écrivait récemment : « Cette crise passera. Mais aucune crise grave ne passe sans laisser de traces. De l'héritage de cette crise fait partie le combat à l'échelle mondiale entre les idées et à propos de la question de savoir quel système économique est le meilleur pour le peuple. Nulle part ce combat n'est mené avec plus d'acharnement que dans le tiers monde, parmi les gens d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Ici fait rage la bataille des idées entre le capitalisme et le socialisme. (...) Les pays du tiers monde sont de plus en plus convaincus que l'on ne doit pas embrasser les idéaux économiques américains, mais qu'on doit s'en écarter le plus rapidement possible. »

Les relations commerciales mettent sens dessus dessous les relations internationales

La bataille des idées et le rejet du modèle américain sont aussi une conséquence de la modification des relations économiques dans le monde. La croissance économique de la Chine a fait que le pays est devenu de plus en plus actif sur la scène économique internationale. En vingt ans à peine, voilà ce qui a mis les relations sens dessus dessous.

Copyright © Le Vénissian

Dans un volumineux rapport sur la collaboration économique entre l'Afrique et la Chine et l'Afrique et l'Inde, la Banque mondiale écrit : « Des décennies durant, le commerce mondial a été une question entre les pays développés du Nord et les pays en voie de développement du Sud, et entre les pays du Nord mutuellement. Mais, aujourd'hui, il y a un large courant d'investissements et de commerce entre l'Afrique et l'Asie. En l'an 2000, 14 pour cent des exportations africaines allaient vers l'Asie. Aujourd'hui, il s'agit de 27 pour cent. C'est presque autant que les exportations vers les États-Unis et l'Europe, les traditionnels partenaires commerciaux de l'Afrique. La part ouest-européenne des exportations africaines s'est réduite de moitié, durant la période 2000-2005. »
Le moteur de la collaboration économique entre l'Afrique et l'Asie est la Chine. Quarante pour cent des exportations africaines vers l'Asie sont destinées à la Chine.

Le commerce entre la Chine et les autres pays du tiers monde part du principe gagnant-gagnant : les deux partenaires doivent tirer avantage tous deux du commerce. En règle générale, cela signifie que la Chine fournit des infrastructures en échange de minerais et de pétrole. Ainsi, fin 2007, un vaste accord a-t-il été conclu entre le Congo-Kinshasa et la Chine, dans lequel il est écrit qu'en échange de minerais, la Chine va prendre en charge la construction de 31 hôpitaux (de 150 lits chacun), 145 cliniques ou centres de soins de santé (de 50 lits chacun), 4 grandes universités, 20.000 habitations sociales, la distribution d'eau de la ville de Lubumbashi, un nouveau siège du Parlement, 3.300 km de routes, 3.000 km de voies ferrées. Lors de la signature du contrat, le ministre congolais de l'Infrastructure, Pierre Lumbi, a déclaré : « Pour la première fois dans l'histoire, le peuple congolais sait à quoi vont servir notre cobalt, notre nickel et notre cuivre. »

Le journal The Economist écrit : *« Cinquante ans d'aide européenne et américaine n'ont pas rapporté grand-chose à l'Afrique. Il en va autrement avec la Chine. En échange de pétrole et de matières premières, la Chine met en place les infrastructures africaines. »*

Il est évident que, de la sorte, la Chine suscite beaucoup de bonne volonté et se fait de nombreux amis en Afrique et ce, au détriment des liens entre l'Afrique et les États-Unis et entre l'Afrique et l'Europe.

La même chose se passe en Amérique latine. Là aussi, les liens économiques ont déjà mené à la conclusion de traités de « partenariat stratégique » entre, d'une part, la Chine et, d'autre part, le Brésil, le Venezuela, le Mexique, l'Argentine, le Pérou, Cuba, la Bolivie et le Chili.

L'Asie elle aussi connaît ces changements. Déjà, en 2003, le New York Times constatait : « La domination américaine en Asie, vieille de cinquante ans, s'effrite de plus en plus. Aujourd'hui, les pays asiatiques se tournent en premier lieu vers la Chine. » Entre-temps, la situation a tellement évolué que même les rapports entre les États-Unis et le Japon, Taiwan et la Corée du Sud, les trois principaux alliés des États-Unis en Asie, se retrouvent sous pression. En 1995, la Corée du Sud et Taiwan exportaient chacune deux fois plus vers les États-Unis que vers la Chine. Dix ans plus tard, les deux pays exportaient déjà davantage vers la Chine. En 1995, le Japon exportait trois fois plus vers les États-Unis que vers la Chine. L'an dernier, la Chine est devenue la première destination des exportations japonaises.

Un rapport adressé au Congrès américain dit : *« Les courants commerciaux modifiés changent également les rapports de dépendance. Le Japon, Taiwan et la Corée du Sud sont désormais davantage dépendants de la Chine. (...) Les relations économiques font en sorte qu'il y a aujourd'hui plus de collaboration politique et d'entente entre la Chine et le Japon, Taiwan et la Corée du Sud. »* Cela coïncide avec l'effritement de plus en plus prononcé de l'influence américaine en Asie.

Sur les trois continents du tiers monde, se produit le même phénomène. Partout semble venir la fin de la période coloniale. Au siècle dernier, et surtout après la Seconde Guerre mondiale, des dizaines de nations du tiers monde ont arraché leur indépendance. Mais, dans de très nombreux cas, cette indépendance ne fut qu'apparente et elle

Copyright © Le Vénissian

changea très peu de chose à leur sous-développement. La présence de la Chine sur la scène internationale contribue désormais à une réelle indépendance de ces pays et à leur développement.

Source : infochina.be

Photo : infochina.be

Références bibliographiques

- Basu, Kaushik. Asian Century | A Comparative Analysis of Growth in China, India and other Asian Economies (Le siècle asiatique. Une analyse comparative de la croissance de la Chine, de l'Inde et d'autres économies asiatiques), Department of Economics, Cornell University, New York, 2009.
- Broadman Harry. Africa's Silk Road | China and India's New Economic Frontier (La route de la soie de l'Afrique. La Chine et la nouvelle frontière économique de l'Inde), The World Bank, Washington, 2007.
- « Contrat Chine-RDC : encore des éclaircissements », Le Potentiel, 10 mai 2008.
- Datta, K.L.. Central Planning | A Case Study of China (Planification centrale/ Etude d'un cas : la Chine), Concept Publishing Company, New Delhi, 2004.
- Deng Xiaoping. « Points essentiels des propos tenus à Wuchang, Shenzhen, Zhuhai et Shanghai », dans : Textes Choisis, Éditions en langues étrangères, Beijing, 1994, Tome III, pp. 379-393.
- Economic Management Department Worldbank, From poor areas to poor people : China's evolving poverty reduction agenda | An asessment of poverty and inequality in China (Département du management économique de la Banque mondiale : Des régions pauvres aux gens pauvres : Agenda chinois de l'évolution de la réduction de la pauvreté. Une évaluation de la pauvreté et de l'inégalité en Chine), New York, 2009.
- Eunjung Cha Ariana. « China Uses Global Crisis to Assert Its Influence » (La Chine utilise la crise mondial pour affirmer son influence), The Washington Post, 23 avril 2009.
- Franssen, Peter. « Le développement du socialisme en Chine », dans : Études marxistes, n° 78, Bruxelles, 2007, pp. 13-115.
- Gabriele Alberto et Francesco Schettino. Market Socialism is a Distinct Socioeconomic Formation Internal to the Modern Mode of Production (Le socialisme de marché est une formation socioéconomique distincte inhérente au mode moderne de production), Unctad, Genève, 2008.
- Gabriele Alberto. The Role of the State in China's Industrial Development : a Reassesment, (Le rôle de l'État dans le développement industriel de la Chine : une réévaluation), Unctad, Genève, 2009.
- Gao Lu. « Seemingly Easy Struggle of Adopting Socialist Market Economy » (La lutte apparemment facile de l'adoption de l'économie socialiste de marché), Jingji Ribao, 14 novembre 1992.
- Faiola Anthony et Mary Jordan. « Developing Nations Set to Get More Say » (Les nations en voie de développement en mesure d'avoir plus à dire), The Washington Post, 31 mars 2009.
- Guo Fei. « Some thoughts on deepening the reform of ownership structure » (Pensées sur l'approfondissement de la réforme de la structure de la propriété), Social Sciences in China, Vol. XXIX, n° 4, novembre 2008, pp. 81-97.
- « Liu Guoguang on socialist market economy' » (LG sur l'économie socialiste de marché), Xinjiang Ribao, 20 novembre 1992.
- Ma Hong. « Establish a New Socialist Market Economic Structure » (Établir une nouvelle structure d'économie socialiste de marché), Jingji Yanjiu, 12 novembre 1992.
- Moffett Sebastian. « Japan Gets Shelter via China Trade » (Le Japon à l'abri grâce au commerce chinois), Wall Street Journal, 5 février 2008.
- Kornai Janos et Yingyi Qian. Market Socialisme in the Light of the Experiences of China and Vietnam (Le socialisme de marché à la lumière des expériences de la Chine et du Vietnam), Palgrave Macmillan, New York, 2009.
- Nanto Dick K. et Emma Chanlett-Avery. The Rise of China and Its Effect on Taiwan, Japan, and South Korea (La montée de la Chine et son effet sur Taiwan, le Japon et la Corée du Sud), CRS Report for Congress, Washington 2006.

Copyright © Le Vénissian

- National Bureau of Statistics, China Statistical Yearbook (Livre annuel des stat. chinoises), China Statistics Press, Beijing, 2008.
- Perlez Jane. « Asian Leaders Find China a More Cordial Neighbor » (Les dirigeants asiatiques trouvent en la Chine un voisin plus cordial), The New York Times, 17 octobre 2003.
- Shankar Acharya. « Rising India labours in the shadow of Asia's real giant » (La montée de l'Inde s'opère dans l'ombre du véritable géant asiatique), Financial Times, 29 juillet 2009.
- « Special report on China's quest for resources » (Rapport spécial sur la recherche de ressources par la Chine), The Economist, 15 mars 2008.
- Stiglitz Joseph. « Wall Street's Toxic Message » (Le message empoisonné de WS), Vanity Fair, juillet 2009.
- Thwaites Christian. « China To the Rescue » (La Chine à la rescousse), Forbes, 30 mars 2009.
- Zhang Jiawei. « China enters list of lower-middle-income countries » (La Chine entre dans la liste des pays à revenu moyen inférieur), China Daily, 8 septembre 2009.
- Zhang Xudong. « Statistics Show China's Achievements, Deficiencies Over Past 60 Years » (Les statistiques montrent les réalisations et les déficiences de la Chine ces 60 dernières années), Xinhua, 18 août 2009.
- Zhu Shilong. « Interview with Liu Guoguang » (Interview de LG), Zhongguo Jizhe, 15 novembre 1992.

Copyright © Le Vénissian